

L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

219-220 | 2016

Pacifications urbaines

Criminal Capital. Violence, Corruption and Class in Industrial India

, New Delhi-London-New York, Routledge, 2016 185 p., bibl., index, cartes
(« Exploring the Political in South Asia »)

David Picherit



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29167>

DOI : [10.4000/lhomme.29167](https://doi.org/10.4000/lhomme.29167)

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 29 novembre 2016

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

David Picherit, « Criminal Capital. Violence, Corruption and Class in Industrial India », *L'Homme* [En ligne], 219-220 | 2016, mis en ligne le 28 novembre 2018, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29167> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.29167>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Criminal Capital. Violence, Corruption and Class in Industrial India

, New Delhi-London-New York, Routledge, 2016 185 p., bibl., index, cartes
(« Exploring the Political in South Asia »)

David Picherit

Andrew Sanchez, *Criminal Capital. Violence, Corruption and Class in Industrial India*, New Delhi-London-New York, Routledge, 2016 185 p., bibl., index, cartes (« Exploring the Political in South Asia »)

- 1 L'ENTREPRISE TATA, fondée au XIX^e siècle par Jamshed Tata, symbolise ce capitalisme familial indien, dont les trajectoires sinueuses se confondent souvent avec l'histoire économique et politique de l'Inde coloniale et postcoloniale. Spécialisée dans l'acier, Tata Iron and Steel Company (TISCO) s'implante en 1908 dans un village (aujourd'hui dans l'État du Jarkhand) devenu Jamshedpur en 1911, puis une ville industrielle dite « Tata » d'un million d'habitants en 2015.
- 2 Devenir le modèle industriel de la future nation indienne et de l'harmonie sociale entre capital et travail constitue, dès l'origine, un axe clé du développement de TISCO : « my identification with labour does not conflict with my friendship with capital [...]. May God grant that, in serving the Tatas, you will also serve India », rappelle Gandhi aux ouvriers en grève en 1925 (cité pp. 89-90). Selon Andrew Sanchez, ce modèle a façonné des rapports étroits entre économie et politique, qui ont permis à Tata de s'ajuster aussi bien à la vision développementaliste de Nehru qu'à la globalisation économique. Le rachat, en 2008, de la marque britannique de voitures de luxe Jaguar symbolise l'expansion de cette entreprise, présente aujourd'hui dans une centaine de pays et une vingtaine de secteurs économiques.
- 3 À partir d'une étude de terrain dans une usine TISCO et auprès d'habitants de Jamshedpur, Sanchez explore des facettes du capitalisme contemporain habituellement

reléguées aux marges des démocraties capitalistes (p. 66). En articulant étroitement travail et politique, économie et violence, il explicite comment la coercition, la criminalité et la corruption sont au cœur de la conduite des affaires économiques et politiques de l'entreprise et de la ville. Son argument central est le suivant : politiciens, entrepreneurs criminels, capitalistes et gangsters s'allient de manière délibérée pour satisfaire leurs intérêts mutuels de classe (p. 147). Au-delà du bénéfice commun issu des transgressions de la loi, ces relations de criminalité déposséderaient les travailleurs au profit d'une précarisation de l'emploi et limiteraient toute expression collective syndicale. La conscience politique des travailleurs s'exprimerait alors principalement à travers des discours sur la dénonciation d'une corruption systémique (p. 70), c'est-à-dire par la capacité à mettre à nu et à formuler les relations fonctionnelles entre des acteurs œuvrant habituellement dans des sphères séparées : pour eux – et pour l'auteur –, la corruption n'est ni épisodique ni banale.

- 4 L'ouvrage est divisé en trois parties, chacune constituée de deux chapitres. Dans la première partie, « Class and Capitalism », Andrew Sanchez fournit les armes théoriques pour aborder les notions de classe, de capital criminel et de dépossession. L'auteur retrace la façon dont le modèle linéaire du progrès social, ici représenté par l'emploi permanent (avec des avantages tels que le droit syndical, les retraites, les assurances, ou la transmissibilité des postes à un membre de la famille), a longtemps structuré l'organisation sociale et économique de l'usine Tata et de Jamshedpur. À l'instar des mines de Dhanbad¹¹, de l'entreprise publique de production d'acier à Bhilai¹² ou du secteur des télécommunications¹³, ce modèle a périclité sous l'effet des politiques néolibérales conduites en Inde à partir des années 1980-1990. L'emploi précaire est devenu une norme qui affecte désormais l'économie politique de Jamshedpur au même titre que le reste du pays – l'emploi permanent fait figure d'exception en Inde, où il n'a toujours concerné que moins de 10% de la main-d'œuvre. À l'encontre d'autres travaux qui pointent les tensions de classe et/ou de caste au bas de l'échelle sociale induites par la précarisation du travail, Andrew Sanchez suggère que travailleurs permanents et précaires partagent une conscience politique commune, identifiable à travers leurs discours sur la corruption et leur participation à une même économie familiale (pp. 22, 96). Une ethnographie des relations entre travailleurs hors de l'usine et au sein des familles aurait certainement aidé à rendre cet argument plus convaincant.
- 5 La deuxième partie, « Power and Enterprise », explore l'économie politique des entreprises criminelles à Jamshedpur et le déclin des actions collectives des travailleurs de l'usine. Selon l'auteur, l'alliance entre corruption et crime organisé impacte aussi bien les activités économiques de Jamshedpur que le syndicat de l'usine : elle serait inhérente à l'économie politique indienne (p. 83).
- 6 Andrew Sanchez décrit les activités d'une société d'agents de recouvrement de dettes pour montrer que des partenariats fluides et variés entre politiciens criminels, entreprises et agents de l'État sont indispensables pour bâtir une affaire économique fructueuse (p. 66) : la « criminalité est intégrée aux processus économiques et politiques par lesquels le pouvoir et l'argent changent de main » (pp. 61-62)¹⁴. L'inclusion de la violence et de la coercition dans les rapports politico-économiques serait la marque d'une corruption systémique : « le capitalisme, la corruption et la coercition violente fonctionnent comme des formes mutuellement dépendantes d'accumulation du capital » (p. 82). L'auteur plaide pour une approche de la corruption par l'économie politique, susceptible d'en révéler le caractère systémique, et non par

une analyse anthropologique des discours populaires (pp. 65-70, pour une intéressante revue de la littérature), centrée quant à elle sur les modalités culturelles des transactions interpersonnelles, morales et/ou matérielles, sur des déviances individuelles (p. 31) ou des abus personnels de pouvoir (p. 82). L'analyse demeure toutefois difficile à corroborer : premièrement, les retranscriptions des récits, des registres d'énonciation, ou encore des catégories vernaculaires sont rares et le lecteur peine à distinguer ce qui relève des discours des travailleurs et de l'analyse de l'auteur ; deuxièmement, l'opposition entre travailleurs et politiciens-gangsters-entrepreneurs masque parfois la complexité du rapport à la corruption – les politiciens-criminels en Inde discutent eux aussi sur cette corruption systémique et peuvent représenter un modèle fascinant de mobilité sociale pour certains travailleurs ; troisièmement, en occultant la participation des travailleurs à cette corruption systémique, l'auteur tend à résumer celle-ci à un discours dénonciateur.

- 7 L'auteur fait le récit du meurtre d'un syndicaliste de TATA WORKERS' UNION, en 1993, par des membres corrompus du même syndicat, lié au parti du Congrès et supposément dévoué aux intérêts de l'entreprise. Ce meurtre illustrerait la fusion du capitalisme, du syndicalisme et du politique avec la criminalité et la corruption, pour mieux entraver toute contestation sur la précarisation de l'emploi. Plus que le meurtre, ce sont les discours sur la corruption systémique et la violence qui paraissent agir comme un frein à toute initiative syndicale et possibilité d'action. En l'absence de détails sur ledit syndicat, ses membres et les éventuelles protections offertes, cette fabrique d'une association entre criminalité, entreprise et politique demeure évasive.
- 8 Change », traite de la violence ethnique et de la précarisation des travailleurs. L'auteur y aborde la cohabitation, au sein de l'usine, entre travailleurs de religions et d'origines géographiques différentes (la caste est peu évoquée), qui s'exprime dans les ateliers autour de blagues sur des stéréotypes culturels.
- 9 En conclusion, si les pistes de recherche proposées par Andrew Sanchez sont stimulantes et peu abordées en Inde, elles souffrent de l'absence d'une ethnographie détaillée, qui aurait aidé à décrypter la complexité des rapports entre corruption, criminalité et capital, et à donner de la chair à des acteurs souvent désincarnés et sans voix – travailleurs, mais aussi politiciens, gangsters, criminels ou entrepreneurs.

NOTES

11. Cf. Gérard Heuzé, *Workers of Another World. Miners, the Countryside and Coalfields in Dhanbad*, Delhi, Oxford University Press, 1996.

12. Cf. Jonathan P. Parry, « Lords of Labour : Working and Shirking in Bhilai », in Jonathan P. Parry, Jan Breman & Karin Kapadia, eds, *The Worlds of Indian Industrial Labour*, New Delhi, Sage, 1999 : 107-140.

13. Cf. Dilip Subramanian, *Telecommunications Industry in India. State, Business and Labour in a Global Economy*, New Delhi, Social Science Press, 2010.

14. Toutes les citations extraites de l'ouvrage sont traduites par l'auteur de ce compte rendu.